



Confédération Nationale du Logement
Fédération C.N.L. du Val-de-Marne

Communiqué de presse 2019-1 (3 janvier 2019)

L'OPH de Villejuif perd devant la démocratie citoyenne !

L'OPH de Villejuif voulait faire payer les locataires des deux quartiers de Sevin et de Le Bigot 15 euros par mois pour faire assurer leur sécurité par une société privée, alors même que le maire venait d'inaugurer à grand frais sa police municipale. La consultation qui vient d'avoir lieu auprès des 700 locataires par le bailleur est sans équivoque : 83% des locataires ne veulent pas payer, c'est une victoire de la démocratie citoyenne des locataires que la CNL du Val-de-Marne salue.

Les 700 locataires des quartiers de Sevin et de Le Bigot ont été consultés du 14 au 26 décembre 2018 afin de savoir si ces derniers souhaitaient payer 15 euros par mois pour assurer la sécurité de leur résidence par une société privée.

La CNL du Val-de-Marne salue la responsabilité citoyenne des locataires qui ont massivement voté contre ce projet à 83 % et contre ce déni de démocratie et de concertation. Le passage en force de l'OPH a été rejeté !

La CNL du Val-de-Marne a fortement critiqué, non seulement cette consultation réalisée en pleine période de fêtes de fin d'année, mais surtout ce "racket" social sur le dos des locataires pour leur faire payer ce que bailleur doit à chacun de ses locataires, la jouissance paisible du logement.

Le droit à la sécurité et la tranquillité n'est pas assuré efficacement par la ville de Villejuif et ne doit pas être payé par le citoyen dont le pouvoir d'achat est pressuré : les loyers vont augmenter de 1,25 % en 2019, les surloyers explosent, les aides au logement baissent tout comme les retraites, les bourses étudiantes et les salaires notamment des fonctionnaires dont le point est encore gelé.

La sécurité doit être assurée par la police nationale dans toutes les cités comme dans toute la ville tout comme la police municipale aux abords des quartiers.

Les solutions existent si elles sont construites ensemble, de manière concertée et solidaire. La CNL du Val-de-Marne propose maintenant que toutes les parties (mairie, polices, OPH, CNL et locataires) se réunissent pour discuter du problème de la sécurité dans ces quartiers et va interpeller le préfet sur ce sujet.